

ne voteraient pas avec M. Mercier. On savait que le gouvernement ajournait de semaine en semaine la convocation des chambres, dans l'espoir de séduire et de ramener les nationaux. La situation était donc des plus incertaines. Il restait à livrer, au sein de l'assemblée législative, une dernière bataille dont l'issue ne laissait pas de provoquer de vives appréhensions. Ce n'était pas le moment de se disputer sur des dépouilles qui n'étaient pas encore conquises. Le plus pressé était de réussir; et l'incertitude du succès eut pour conséquence de provoquer de la part des libéraux pointus une subite accalmie.

Les chambres se réunirent enfin; le ministère Taillon fut renversé dès la première séance; et deux jours après, le ministère Mercier était constitué. Rendons cette justice à M. Mercier que, si son cabinet ne valait pas cher, la tâche de le former n'était pas aisée. Dans la province de Québec, un ministère est une œuvre de marqueterie. Il n'y a que six places à donner; et il faut faire la part de l'élément anglais protestant, de l'élément irlandais, du district de Montréal, du district de Québec, et, si faire se peut, des Cantons de l'Est et de la ville de Trois-Rivières. Dans le cas de M. Mercier, il fallait aussi faire la part, plus délicate encore, de l'élément libéral et de l'élément national, et assurer au cabinet une représentation dans le conseil législatif. On conçoit qu'avec tant d'exigences à satisfaire, la dernière chose dont un premier ministre puisse se préoccuper, est d'attribuer chaque portefeuille à l'homme le plus capable de gérer utilement les affaires publiques.

Le ministère fut constitué, avec M. Mercier, procureur-général, M. Geo. Duhamel, avocat général, M. Sheyn, trésorier, l'hon. P. Garneau, conseiller législatif et ministre des terres de la couronne, M. McShane, ministre des travaux publics, et M. Gagnon, secrétaire provincial. Il y eut en outre deux ministres sans portefeuille; l'hon. David Ross, ancien procureur-général, dans le cabinet Joly, qui se chargeait provisoirement de représenter l'élément anglais protestant, et M. Turcotte, dont on crut nécessaire de récompenser les anciens services diversement appréciés, et auquel il était peut-être prudent de donner une satisfaction immédiate.

L'impression de la première heure ne fut pas défavorable au nouveau cabinet. On avait redouté des difficultés inextricables, et l'on fut généralement d'accord pour trouver que M. Mercier avait eu la main heureuse, que les choix faits étaient les meilleurs possibles, et que sauf M. McShane, le ministère se présentait bien. M. Garneau était décoratif; M. Sheyn jouissait, à Québec, de la considération publique, indépendamment de toute acception de parti; et comme il avait été marchand, le préjugé vulgaire voulait qu'il

fut désigné pour faire un bon financier. Les conservateurs s'étaient vantés d'avoir formé une coalition qui ne permettrait pas à M. Mercier de trouver un ministre protestant, et la nomination de M. Ross était venue leur donner un démenti, en ajoutant à la liste des ministres un nom, imprévu, il est vrai, mais somme toute celui d'un homme ayant déjà joué dans les affaires provinciales un rôle considérable.

Joignez à cela l'ivresse de la victoire, la popularité qui s'attache au succès; le ministère ne pouvait manquer d'être bien reçu. Il le fut si bien que les ambitions qu'il n'avait pas satisfaites durent ronger leur frein et attendre une heure plus propice, pour révéler leur mauvaise humeur.

Cependant, un observateur tant soit peu attentif eût pu remarquer dès la première heure, que ce ministère, tant de fois remanié depuis deux ans, offrait plus d'apparence que de solidité, et qu'il n'était pas né viable. A l'exception de M. Gagnon, qui était confiné au secrétariat provincial, et de M. Duhamel, auquel il restait toutes ses preuves à faire, il n'y avait pas, dans le cabinet, un homme de travail. Les finances, qui devaient former la partie la plus lourde de la tâche du gouvernement, étaient confiées à un homme dont le nom faisait très bien sur l'enseigne, mais qui n'avait ni les aptitudes voulues pour bien remplir son rôle, ni la jeunesse et la souplesse d'esprit qu'il eût fallu pour apprendre un métier aussi nouveau. En constituant son cabinet, M. Mercier s'était procuré des noms et des alliances, il ne s'était pas donné un seul collaborateur effectif, et dès le début il fut visible que le premier ministre serait condamné à faire, par lui-même et à lui seul toute la tâche du gouvernement, ou que la tâche du gouvernement ne serait pas remplie. De cette première erreur, devait inévitablement sortir le règne des ministres *in partibus*, des influences occultes, et des *camarillas*, qui a été si amèrement reproché à M. Mercier et qui est aujourd'hui le principal grief invoqué par les dissidents.

Quelque temps après la constitution du ministère, M. Mercier était venu à Montréal, pour se reposer, disait-on, pendant les vacances de Pâques, lorsqu'un de ses amis, entrant dans son cabinet, le trouva en face d'un monceau de papiers, dans une attitude qui ne ressemblait en rien à celle du repos. "Que faites-vous" lui demanda-t-il curieusement. "Je suis en train de rédiger l'exposé financier du trésorier". — "Si vous en êtes réduit à être si peu aidé, qu'il vous faille, en guise de vacances, rédiger l'exposé financier du trésorier, votre gouvernement est bien malade", fit observer à M. Mercier son interlocuteur. Comme les forces humaines n'y auraient pas suffi, ou s'accorde à penser que M. Mercier a renoncé à rédiger lui-même les expo